



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/45/639
S/21882
16 octobre 1990
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Quarante-cinquième session
Point 153 de l'ordre du jour
L'AGRESSION IRAQUIENNE ET LE MAINTIEN
DE L'OCCUPATION DU KOWEIT EN
VIOLATION FLAGRANTE DE LA CHARTE
DES NATIONS UNIES

CONSEIL DE SECURITE
Quarante-cinquième année

Lettre datée du 16 octobre 1990, adressée au Secrétaire général
par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente
d'observation de la Palestine auprès de l'Organisation des
Nations Unies

D'ordre du Comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine, auquel sont confiés les pouvoirs et responsabilités du Gouvernement provisoire de Palestine, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'un mémorandum du Directeur général du Département des affaires économiques et du plan de l'Organisation de libération de la Palestine concernant les pertes directes subies par les Palestiniens du fait de la crise du Golfe (voir annexe), aux fins d'examen par le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 661 (1990) concernant la situation entre l'Iraq et le Koweït.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité.

Le Chargé d'affaires par intérim de la
Mission permanente d'observation de
la Palestine auprès de l'Organisation
des Nations Unies

(Signé) Nasser AL-KIDWA

ANNEXE

Pertes économiques directes subies par les Palestiniens
du fait de la crise du Golfe

Le présent mémorandum a pour objet d'identifier les différentes catégories de pertes économiques subies ou qui seront très probablement subies par les Palestiniens du fait de la crise du Golfe qui a éclaté le 2 août 1990. Ces catégories sont groupées en fonction de la communauté ou de l'"entité" qui seront frappées de plein fouet. Cela dit, il convient de préciser d'emblée qu'il est très difficile de quantifier les pertes économiques subies (ou devant être subies), ce au moins pour trois raisons. La première tient au manque de données précises et relativement fiables. Pour parer à ce premier inconvénient, le mémorandum comporte à la fois des données quantitatives sûres (dont certaines sont tirées de l'Annuaire statistique israélien), des données provenant d'organes de presse faisant autorité et des estimations calculées sur la base d'indicateurs fiables.

La deuxième raison tient au fait qu'au moment de l'établissement du présent mémorandum sept semaines seulement se sont écoulées depuis le début de la crise et qu'il est encore trop tôt pour identifier certaines de ses retombées économiques sur les Palestiniens, et encore moins pour les évaluer avec précision. La troisième raison est que certaines de ces pertes concernent des avoirs en capital, alors que dans d'autres cas, il s'agit de pertes de revenu ou d'un manque à gagner, et que l'on ne saurait donc les additionner. Néanmoins, nous nous efforcerons d'évaluer ces pertes en prenant toutes les précautions possibles pour identifier et, le cas échéant, quantifier les différentes catégories. Lorsqu'aucune quantification n'est possible, nous nous contenterons d'identifier la catégorie en question en en précisant les différentes caractéristiques.

Les pertes considérées seront subies essentiellement par trois communautés palestiniennes ainsi que par l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). Nous tenterons maintenant d'identifier dans chaque cas les pertes subies avant d'essayer d'en déterminer le montant cumulatif.

1. Les Palestiniens dans les territoires occupés

Les souffrances de cette communauté de Palestiniens sont sans aucun doute les plus graves, car elles sont la somme des souffrances massives et générales provoquées par l'occupation israélienne en 1967 et de la répression exercée contre elle depuis lors, répression qui a pris un caractère particulièrement brutal et incontrôlé depuis le soulèvement ou Intifada de décembre 1987. Nous nous contenterons de dire sans insister que cette communauté a subi toutes les épreuves imaginables, et il n'est donc pas nécessaire de mentionner expressément les aspects politiques, économiques, matériels, psychologiques et culturels de la dépossession des territoires et les préjudices causés tant à des groupes ou à des particuliers qu'à la communauté tout entière. S'agissant des préjudices économiques découlant spécifiquement de la crise du Golfe, nous pouvons les classer comme suit :

a) La dépréciation d'environ 20 % du dinar jordanien (la devise la plus fiable, largement utilisée dans les territoires occupés), tant en ce qui concerne sa parité avec le dollar des Etats-Unis que son pouvoir d'achat. On peut

raisonnablement estimer que le prix du pétrole et des produits dérivés a augmenté de bien plus de 40 % dans les territoires occupés, mais comme l'énergie ne représente qu'une part relativement modeste de la consommation intérieure et des facteurs de production, le niveau global des prix à la consommation n'a augmenté à ce jour que de 15 %. L'impact des facteurs susmentionnés sera certainement beaucoup plus fort lorsque commencera à se faire vraiment sentir le ralentissement général de l'activité économique (en raison de l'anxiété créée par le "climat de guerre" dans la région et de la chute brutale des envois de fonds vers les territoires occupés);

b) L'arrêt complet des envois de fonds aux Palestiniens des territoires occupés par des parents résidant au Koweït. Les Palestiniens vivant au Koweït sont au nombre d'environ 400 000, et ils représentent une main-d'oeuvre d'environ 150 000 travailleurs (on évaluera à la fin du prochain paragraphe l'importance de ces envois de fonds);

c) La chute brutale, d'au moins 50 %, des envois de fonds par des Palestiniens travaillant dans les autres pays du Golfe exportateurs de pétrole. On trouve dans ces pays quelque 250 000 Palestiniens, qui représentent une main-d'oeuvre d'environ 75 000 travailleurs. La cessation et la diminution, respectivement, des envois de fonds par des Palestiniens résidant au Koweït et dans les autres pays du Golfe ont pour causes l'occupation du Koweït et la crainte d'une guerre dans l'ensemble de la région. Il en est résulté une chute brutale de l'activité économique, surtout au Koweït, et les perspectives économiques immédiates sont des plus sombres. On peut raisonnablement prévoir que les rapatriements de salaires de Palestiniens travaillant à l'étranger ("rémunération nette des facteurs de production à l'étranger"), qui s'étaient élevés à 808 millions de dollars en 1987 - dont 100 millions environ provenant de travailleurs employés par l'économie israélienne, ce qui fait que 708 millions de dollars provenaient essentiellement des pays du Golfe - seraient ramenés à 142 millions de dollars maximum sur une base annuelle. (Nous estimons que les fonds envoyés par des Palestiniens résidant au Koweït représentent 60 % de ce total, soit environ 425 millions de dollars; la moitié des fonds envoyés par des Palestiniens résidant dans les autres pays du Golfe s'élèverait à 142 millions de dollars.) De ce fait, les pertes subies par les territoires occupés en raison de la diminution des rapatriements de salaires par des Palestiniens travaillant dans les pays du Golfe représenteraient à elles seules 567 millions de dollars, sur une base annuelle. Ce n'est pas tout. A cette somme, déjà importante au regard de la taille de l'économie des territoires occupés, il faut ajouter la perte de revenus liée à la chute qui s'ensuivra de la consommation (par le mécanisme du "multiplicateur" de revenus) et des investissements auxquels sont généralement destinés l'essentiel des salaires rapatriés, ainsi qu'il ressort des statistiques officielles (par le mécanisme de l'"accélérateur" d'investissements). Faute d'une aide compensatoire substantielle, l'économie sera prise dans un mouvement de spirale descendant;

d) On estime à 30 000 le nombre de Palestiniens rapatriés, pour la plupart du Koweït. La moitié devraient regagner les territoires occupés, et l'autre moitié se rendre pour la plupart en Jordanie, mais aussi en Syrie et au Liban. Ceux des rapatriés qui sont en âge de travailler ne feront que gonfler un chômage déjà très

élevé dans les territoires occupés. (La main-d'oeuvre palestinienne effectivement employée dans l'économie palestinienne et dans l'économie israélienne ne représentait, en 1987, que 66 % de la population active, même si l'on considère que la population active ne représentait cette année-là que 25 % au maximum de la population totale.) De ce fait, le chômage, qui frappe aujourd'hui certainement plus de 34 % de la population active, en raison du marasme sévère de l'activité économique, par suite des contraintes de l'Intifada, connaîtrait un taux voisin de 40 % le jour où les travailleurs rapatriés viendront s'ajouter aux chômeurs existants dans les territoires occupés. Ici encore, faute de tout financement compensatoire permettant de promouvoir l'économie par la relance de l'investissement et de la consommation, il sera encore plus difficile que précédemment de créer de nouvelles possibilités d'emploi. Il est fort probable que le problème du chômage sera grandement aggravé si la crainte d'une guerre n'est pas dissipée et si un nombre croissant de Palestiniens quittent les pays du Golfe;

e) Les effets du resserrement des mesures israéliennes visant à limiter les exportations des territoires occupés via la Jordanie commencent à se faire sentir. Israël justifie ces mesures en faisant valoir que certaines de ces exportations sont destinées à l'Iraq, pays contre lequel le Conseil de sécurité a décidé des sanctions économiques. Ne voilà-t-il pas qu'Israël, pour une fois, se fait le défenseur de la légitimité internationale et du respect des résolutions de l'ONU! Les exportations des territoires occupés à destination de la Jordanie s'élevaient à 49 millions de dollars en 1987. On peut penser que 60 % des exportations sont aujourd'hui des exportations réellement destinées à la Jordanie, et que seule une petite partie du reste part à destination de l'Iraq. Les pertes qui en résulteraient ne dépasseront peut-être pas 5 millions de dollars, dans l'hypothèse où l'on ne trouverait pas de débouchés de substitution au marché iraquien. Ce qu'il y a de plus grave en ce qui concerne les pertes de possibilités d'exportation de produits des territoires occupés, c'est que la Jordanie elle-même, gravement frappée par la crise du Golfe, devra restreindre massivement ses importations des territoires occupés. En fait, la Jordanie se trouve déjà dans une situation économique extrêmement critique, comme nous aurons l'occasion de l'indiquer plus avant. La perte totale des territoires occupés en matière d'exportations pourrait fort bien dépasser les 40-45 millions de dollars par an, en supposant que les exportations en 1990 seront à peu près égales à ce qu'elles étaient en 1987;

f) La dernière catégorie de pertes répertoriée dans la présente section est liée à l'arrêt complet de l'assistance financière que le Gouvernement koweïtien et des associations privées koweïtiennes, le Fonds arabe de développement économique et social et le Fonds koweïtien pour le développement économique des pays arabes apportaient aux programmes et projets philanthropiques, éducatifs, sanitaires et économiques mis en place dans les territoires occupés. Un grand hôpital de la Rive occidentale, l'hôpital Magassid, a déjà annoncé qu'il devra fermer ses portes d'ici la fin du mois de septembre s'il ne reçoit pas d'aide financière lui permettant de poursuivre ses activités. Le montant total de l'assistance provenant d'organismes koweïtiens ou arabes ayant leur siège au Koweït représentait 70 millions de dollars par an au cours des deux ou trois dernières années. En outre, les autres pays du Golfe ont fourni une assistance similaire, beaucoup plus importante. Selon des estimations de source sûre, le volume de l'assistance fournie par ces pays

représentait près de 120 millions de dollars par an. Dans les circonstances actuelles, on ne peut raisonnablement compter sur plus de 50 millions de dollars d'assistance, provenant pour l'essentiel de l'Arabie saoudite.

2. Communautés palestiniennes dans les pays du Golfe producteurs de pétrole

Toutes les catégories de pertes répertoriées jusqu'ici correspondaient à des pertes de revenus des territoires occupés résultant de la crise du Golfe. La présente section de ce mémorandum traite de pertes substantielles touchant à la fois les revenus et les avoirs en capital, comme on pourra le voir ci-après. Toutefois, il est pratiquement impossible de quantifier les revenus ou les avoirs en capital perdus, si ce n'est sur la base de certaines hypothèses concernant les revenus que l'on peut défendre mais que l'on ne peut pas prouver.

a) Comme on l'a indiqué plus haut, quelque 30 000 Palestiniens qui résidaient au Koweït ont quitté le pays depuis le début de l'occupation, leur départ s'expliquant essentiellement par un sentiment d'insécurité. Qu'il soit justifié ou non, ce sentiment est à l'origine de la perte de leurs revenus, quelle qu'en ait été la source. En outre, leur départ met en péril les biens mobiliers et immobiliers qu'ils ont laissés derrière eux et dont la valeur s'érode pour cause d'abandon ou de dégâts matériels, de prise de contrôle illégale et par suite d'un abaissement officiel du taux de change entre le dinar koweïtien et le dinar iraquien en faveur de ce dernier, la valeur du dinar iraquien étant désormais égale à celle du dinar koweïtien, alors que celui-ci valait environ 3 dinars irakiens sur le marché libre (les avoirs laissés par les Palestiniens au Koweït comprennent, outre des avoirs commerciaux, des comptes créditeurs et des effets personnels de toutes sortes);

b) Les avoirs des Palestiniens qui sont restés au Koweït (370 000 environ) se sont considérablement dépréciés, à la fois à cause de la forte chute de l'activité économique générale et de la réduction, par décret, de la valeur du dinar koweïtien dans lequel les avoirs étaient libellés. La saisie par les autorités irakiennes des avoirs des banques en devises et en titres a pour ces Palestiniens un retentissement considérable. En outre, comme les ressortissants koweïtiens et d'autres expatriés non koweïtiens au Koweït, les Palestiniens subissent des pertes de revenu considérables du fait de la chute de l'activité économique à un niveau à peine suffisant à la survie. Les communautés d'expatriés ont été très durement touchées et leurs membres seront confrontés à un triple dilemme : rester dans le pays en disposant de revenus extrêmement faibles, voire inexistant; quitter le pays et risquer par là même la saisie de leurs biens, laisser ceux-ci à l'abandon ou voir leur valeur baisser (sans compter la perte de leurs comptes bancaires); ou vendre certains de leurs biens pour faire face à leurs dépenses courantes, sur un marché extrêmement déprimé, que les transactions portent sur des avoirs commerciaux ou sur des personnels comme les voitures, les bijoux, etc.;

c) Ce qui suit maintenant est une estimation très modérée des revenus qui se trouveront sans doute perdus, sur une base annuelle, si la crise se poursuit à son niveau actuel pendant toute une année. En supposant qu'il y ait 150 000 travailleurs palestiniens au Koweït, que chacun d'entre eux gagne environ

5 000 dollars par an - estimation vraiment très modérée - et que globalement le revenu par tête baisse de 60 %, la perte de revenu serait de 450 millions de dollars par an. En faisant le même calcul pour la main-d'oeuvre employée dans les autres pays du Golfe (environ 75 000 travailleurs), mais en supposant dans ce cas que la perte de revenu imputable au ralentissement de l'activité économique dû à la crise soit globalement de 20 % pour l'ensemble de la main-d'oeuvre, la perte totale se chiffrerait à 75 millions de dollars par an.

3. Les Palestiniens/Jordaniens en Jordanie

La présente section de ce mémorandum ne se prête à aucune quantification. En conséquence, c'est en termes qualitatifs que chaque catégorie de perte subie par les Palestiniens est évaluée ci-après.

a) Tout comme les Jordaniens originaires de Jordanie orientale, les Palestiniens naturalisés Jordaniens et résidant en Jordanie souffriront de la sérieuse contraction de l'activité économique résultant de la crise du Golfe et de l'embargo imposé à l'Iraq par le Conseil de sécurité. Si la situation est à ce point difficile, c'est parce que l'économie jordanienne était lourdement tributaire de l'économie iraquienne avant la crise, et qu'une large part de son activité économique résultait de ses liens étroits avec l'Iraq;

b) Du fait de cette contraction de l'activité économique et de la pénurie de plus en plus aiguë de devises convertibles en Jordanie, le dinar jordanien a récemment baissé d'environ 20 % vis-à-vis du dollar des Etats-Unis. Il risque fort de baisser encore plus, accentuant ainsi l'affaiblissement du pouvoir d'achat de la monnaie nationale;

c) Naturellement, face à la contraction de l'activité économique et à la baisse de recettes budgétaires qui en résultait, le Gouvernement s'est vu contraint d'appliquer une politique d'austérité extrême qui s'est traduite par une chute de la consommation publique et des mesures de restriction dans l'administration, ainsi que par le gel des investissements publics, sauf dans le cas des projets qui avaient déjà démarré;

d) La sombre perspective d'une guerre fait régner un climat d'anxiété qui aggrave encore le marasme des affaires, ce qui signifie que les entreprises ont pratiquement stoppé tout nouvel investissement et que le problème du chômage empire. Le retour de milliers de Jordaniens et de Palestiniens/Jordaniens du Koweït a encore aggravé ce problème. On ne peut pas espérer voir la situation s'améliorer dans ce contexte si le pays ne reçoit pas l'assistance substantielle nécessaire pour compenser les pertes subies du fait de la rupture de ses relations économiques avec l'Iraq, due aux sanctions économiques imposées à ce pays. Cette assistance relancerait l'économie, encouragerait de nouveaux investissements et créerait de nouvelles possibilités d'emploi.

4. Organisation de libération de la Palestine

L'OLP elle-même a eu sa part de préjudice économique résultant de la crise du Golfe. Deux catégories de pertes en sont la preuve, à savoir :

/...

a) L'arrêt total des versements effectués par les Palestiniens travaillant au Koweït au titre de la "contribution pour la libération", soit 5 % de leur revenu. Ces versements représenteraient 37,5 millions de dollars, sur la base du revenu total gagné par les travailleurs palestiniens au Koweït [voir sect. 2 c)]. Si l'on procède au même calcul pour les Palestiniens travaillant dans les autres pays du Golfe, l'estimation atteint 25 millions de dollars. La perte totale relevant de cette catégorie se monterait ainsi à 62,5 millions de dollars;

b) L'arrêt des contributions précédemment versées à l'OLP par le Gouvernement koweïtien et par de nombreux groupements et associations privés koweïtiens à titre d'appui aux programmes de l'OLP en matière d'éducation, de culture, de santé et de secours. La majeure partie de ces fonds était affectée à des dizaines d'institutions dans les territoires occupés. Si la situation politique et économique dans les autres pays du Golfe n'est pas aussi dramatique que celle du Koweït, on ne s'attend pas moins que les contributions publiques et privées en provenance de ces pays soient sensiblement réduites.

5. Résumé

Ce résumé ne tient compte que du manque à gagner dû à l'arrêt des envois de fonds et aux pertes de revenu; il n'inclut pas les pertes considérables en capital (avoirs matériels et ressources monétaires) et en effets personnels, ainsi que l'augmentation du chômage et autres pertes et préjudices au sujet desquels on ne dispose d'aucune donnée quantifiable. En outre, les estimations portent sur une année et supposent que la situation économique ne se détériorera pas encore davantage en ce qui concerne les différentes catégories de pertes examinées ici. Enfin, il n'est pas tenu compte des indemnités de licenciement ni des pensions payables aux Palestiniens travaillant dans les secteurs privé et public au Koweït, au cas où ils ne retrouveraient pas leurs emplois et les prestations qui s'y attachent.

Le manque à gagner au titre des revenus et envois de fonds peut se récapituler comme suit :

/...

<u>En millions de dollars</u>		
Au titre de la section 1 ci-dessus :	Envois de fonds	567
	Exportations (disons)	40
	Aide du Koweït	70
	Aide des autres pays du Golfe	70
		<u>747</u>
Au titre de la section 2 ci-dessus :	Revenus provenant du Koweït	425
	Revenus provenant des autres pays du Golfe	75
		<u>500</u>
Au titre de la section 4 ci-dessus :	Contributions des Palestiniens travaillant au Koweït	37,5
	Contributions des Palestiniens travaillant dans les autres pays du Golfe	25
		<u>62,5</u>
Total		<u>1 039,5</u>

Selon toute probabilité, les pertes en capital dépassent de loin le manque à gagner au titre des revenus et envois de fonds calculé ci-dessus.

Le 21 septembre 1990

Le Directeur général du Département
des affaires économiques et du
plan de l'OLP

(Signé) ABU ALI
